

**Assemblée nationale**  
**XIII<sup>e</sup> législature**  
**Session ordinaire de 2009-2010**

**Compte rendu**  
**intégral**  
**Séance du mardi 22 décembre 2009**

Projet de loi de finances rectificative pour 2009

*Discussion du texte de la commission mixte paritaire*

**Mme la présidente.** L'ordre du jour appelle la discussion du texte de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (n° 2197).

... / ...

**Mme la présidente.** La parole est à Mme la secrétaire d'État pour défendre amendement n° 7.

**Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État.** Cet amendement a pour objet l'assujettissement des roulottes à la taxe d'habitation, pour être claire.

Ce dispositif, déjà adopté, répond à un impératif d'équité, sans aucun doute possible, mais, sur le terrain, il se heurte à des difficultés d'application. Il s'agit donc de proposer un report de la date d'application et de prévoir la publication d'un rapport, avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, afin que l'on puisse, ensemble, faire le point sur les problèmes rencontrés.

**Mme la présidente.** Quel est l'avis de la commission ?

**M. Gilles Carrez, rapporteur général.** Ce dispositif, imaginé par M. Chartier il y a quatre ans, nous pose problème. En effet, bien que nous y croyions beaucoup, nous ne parvenons pas à l'appliquer. Voilà pourquoi l'Assemblée nationale avait décidé de reporter d'un an sa mise en place. Or nos collègues sénateurs se sont opposés à ce report, estimant qu'il fallait forcer le Gouvernement à l'appliquer dès 2010. À l'issue d'un long débat en commission mixte paritaire, il a été décidé qu'il fallait chercher à le mettre en œuvre.

**M. Maxime Gremetz.** C'est une promotion à l'ancienneté !

**M. Gilles Carrez, rapporteur général.** Le Gouvernement propose de remettre un rapport au Parlement, ce que nous demandons depuis plusieurs années d'ailleurs.

Nous avons donc la possibilité d'en revenir à ce qui a été voté ici même il y a quinze jours, bien que cela soit contraire à ce qui a été adopté à l'unanimité par la commission mixte paritaire, ou d'appliquer le dispositif dès 2010 sachant qu'un collectif sera présenté à la fin du mois de janvier.

**Mme la présidente.** La parole est à M. Jérôme Chartier.

**M. Jérôme Chartier.** Le rapporteur général a été très clair.

**M. Maxime Gremetz.** C'est une usine à gaz !

**M. Jérôme Chartier.** Non, monsieur Gremetz.

Ce dispositif ancien doit être amélioré dès lors que l'on décide de s'y intéresser. C'est la raison pour laquelle la commission mixte paritaire a souhaité maintenir ce dispositif, décision que je respecte, pour que le Gouvernement puisse le travailler avec la conscience et la rigueur dont il a l'habitude (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*),...

**M. Jérôme Cahuzac.** Cela promet !

**M. Jérôme Chartier.** ...et qu'il nous propose, dès le prochain rendez-vous budgétaire, un dispositif applicable conjuguant efficacité et équité, comme l'a dit à l'instant Mme Idrac.

**M. Maxime Gremetz.** C'est son cadeau de Noël ! Ne lui enlevons pas !

*(L'amendement n° 7 n'est pas adopté.)*

... / ...

*Vote sur l'ensemble*

**Mme la présidente.** Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, amendé.

*(L'ensemble du projet de loi est adopté.)*